



Ministère des Affaires Foncières

Le Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N°0016 /CAB/MIN/AFF.FONC/2020 DU 02 JAN 2020
MODIFIANT ET COMPLETANT L'ARRETE MINISTERIEL N°211/CAB/MIN.AFF.FONC/2018
DU 15 MARS 2019 MODIFIANT ET COMPLETANT L'ARRETE MINISTERIEL N°0211/CAB
/MIN/AFF.FONC/2016 DU 22 MARS 2016 PORTANT CREATION DES CIRCONSCRIPTIONS
FONCIERES DANS LA VILLE PROVINCE DE KINSHASA.**

Le Ministre des Affaires Foncières,

Vu la Constitution, telle que modifiée à ce jour par la Loi n°11/002/ du 20 Janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier, régime de sûretés, telle que modifiée et complétée par la loi n°80/008/ du 18 juillet 1980, spécialement en ses articles 181 et 183 ;

Vu la Loi n° 08/012 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des Provinces, spécialement en ses articles 63,65 et 66 ;

Vu l'Ordonnance n° 74-148 du 02 juillet 1974 portant mesures d'exécution de la Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier, régime des sûretés, spécialement en son article 2 ;

Vu l'Ordonnance n° 19/056 du 20 mai 2019 nommant le Premier Ministre ;

Vu l'Ordonnance n° 19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vices-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vices-Ministres ;

Vu l'ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017 fixant attributions des Ministères ;

Revu l'Arrêté Ministériel n°211/CAB/MIN.AFF.FONC/2018 du 15 mars 2018 modifiant et complétant l'Arrêté n°021/CAB/MIN/AFF.FONC/2016 du 22 mars 2016 portant création des Circonscriptions Foncières dans la Ville Province de Kinshasa, lequel rattache les administrés de la commune de Kintambo à la Circonscription Foncière de Ngaliema et ceux de la commune de Selembao à la Circonscription Foncière de Bandalungwa ;

Vu l'impératif de décongestionner les Circonscriptions Foncières susvisées au regard du volume des dossiers à traiter en scindant les deux communes en tant qu'entités administratives ;

Vu la nécessité de rapprocher l'Administration Foncière, des requérants et assujettis ;

ARRETE :

Article 1 :

L'Arrêté Ministériel n°211/CAB/MIN.AFF.FONC/2018 du 15 mars 2018 modifiant et complétant l'Arrêté n°021/CAB/MIN/AFF.FONC/2016 du 22 mars 2016 portant création des Circonscriptions Foncières dans la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

- Sont créées dans la Ville de Kinshasa, les Circonscriptions Foncières de Kintambo et de Selembao ;
 - A. La Circonscription Foncière de Kintambo a son siège dans la commune de Kintambo. Ses limites coïncident avec celles de la commune de Kintambo ;
 - B. La Circonscription Foncière de Selembao a son siège dans la Commune de Selembao. Ses limites coïncident avec celles des communes de Selembao et de Makala ;

Article 2 :

La Circonscription Foncière de Ngaliema a son Siège dans la commune de Ngaliema. Ses limites coïncident avec celles de la commune de Ngaliema ;

Article 3 :

La Circonscription Foncière de Bandalungwa a son siège dans la commune de Bandalungwa. Ses limites coïncident avec celles des communes de Bandalungwa et de Bumbu ;

Article 4 :

La Circonscription Foncière de Kasa-Vubu a son siège dans la commune de Kasa-Vubu. Ses limites coïncident avec celles des communes de Kasa-Vubu, Ngiri-Ngiri et Kalamu ;

Article 5 :

Sont maintenues et gardent leurs limites respectives, les Circonscriptions Foncières de la Gombe, de Mont-Ngafula, de Limete, de Matete, de Barumbu, de N'Djili, de N'Sele et de Maluku ;

Article 6 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Article 7 :

Le Gouverneur de la Ville Province de Kinshasa et le Secrétaire Général aux Affaires Foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Article 8 :

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Aimé SAKOMBI MOLENDU